

SANDRA HOIBIAN, KELLY PERROTTE

Les Français s'accoutument aux crises et rêvent de la stabilité du « monde d'avant »

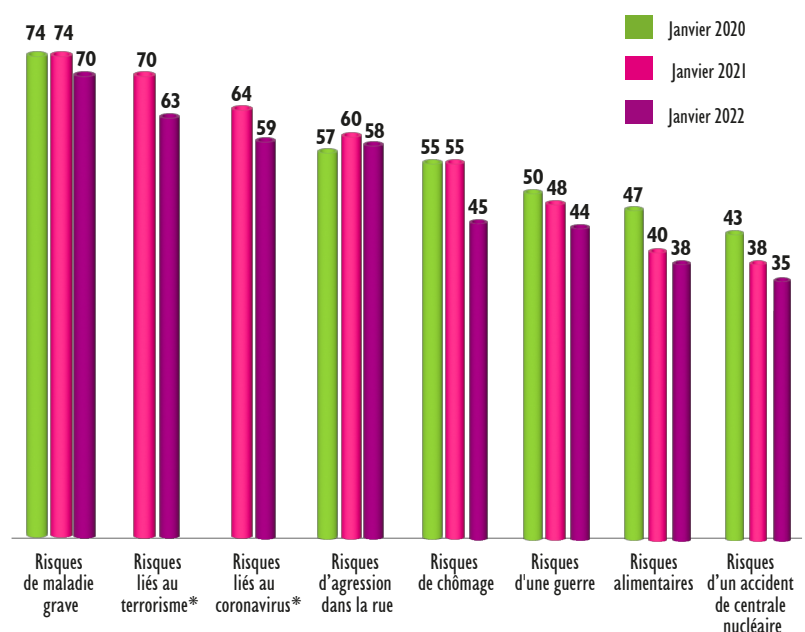
Crise ukrainienne, crise de la Covid-19, crise des Gilets jaunes, crise du terrorisme, crise des réfugiés... jamais le terme « crise » n'a autant été utilisé que ces dernières décennies pour désigner des événements introduisant des troubles profonds dans nos sociétés et laissant craindre ou espérer le changement. Quels sont les impacts de ce climat de fébrilité permanente sur la société française ?

Les enquêtes du CRÉDOC montrent que les Français s'accoutument à la succession des menaces, relativisent leurs inquiétudes, se concentrent sur leur quotidien et investissent les domaines de la vie sur lesquels ils peuvent avoir une certaine maîtrise, plus d'un Français sur dix ayant engagé, par exemple, une reconversion professionnelle. Alors que la crise se caractérise théoriquement par des changements majeurs dans les comportements et les aspirations, la multiplicité des crises et leur enchaînement produit plutôt une recherche de stabilité, voire de retour au « monde d'avant » et une forme de resserrement des liens sociaux sur un entre-soi. L'État, le gouvernement et les institutions sortent renforcés de cette période : les Français affichent leur confiance dans les pouvoirs publics et sont moins nombreux à souhaiter des réformes radicales.

Relativiser les risques, se recentrer sur son quotidien

La pandémie donne à peine des signes de ralentissement que la guerre en Ukraine surgit avec fracas dans un espace européen qu'on imaginait pour longtemps préservé. La crise sanitaire succède elle-même au mouvement social des Gilets jaunes (2018), à la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne (autrement dénommé Brexit, décidé en 2016 et effectif au début 2020), aux attentats tragiques de 2015-2016 ayant entraîné la mise en place d'un état d'urgence sécuritaire, tout cela sur fond de menace climatique... Les crises se succèdent dans un enchaînement qui pourrait donner le vertige.

AU SORTIR DE LA CRISE SANITAIRE, LES FRANÇAIS RELATIVISENT LEURS INQUIÉTUDES



Source : CRÉDOC, enquêtes Conditions de vie et Aspirations, 2020-2022.
* Évolution par rapport à 2021, car non posée en 2020.

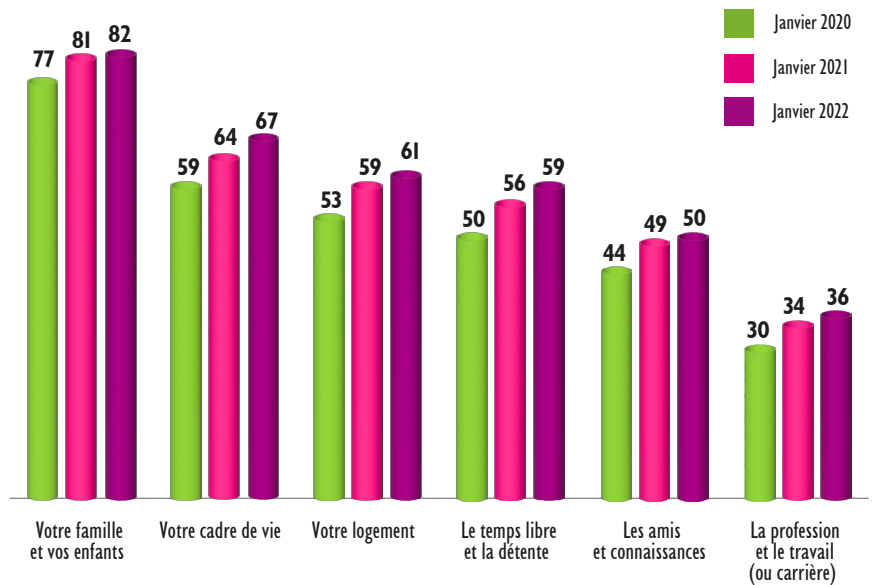
Et pourtant, dans un univers où les vérités d'hier peuvent être balayées subitement comme l'a montré l'arrêt inédit et spectaculaire de l'économie et de la vie sociale pendant les confinements, chacun relativise ce qui l'inquiétait hier. Les inquiétudes mesurées dans l'enquête Conditions de vie et Aspirations du CRÉDOC diminuent : celles de la maladie grave (-4 points), d'accident de la route (-6 points), de terrorisme (-7 points), d'accident de centrale nucléaire (-8 points)... toutes apparaissent moins prégnantes qu'avant la crise sanitaire. Cette baisse des inquiétudes semble paradoxale alors que la Covid-19 a entraîné la mort de milliers de personnes en France et que 64 % des Français évoquent un impact négatif de cette crise sur leur vie. Vivre dans un climat incessant de crises rendrait-il la population plus résiliente à celles-ci ? Deux ans après le début de la pandémie, le choc semble en effet en partie absorbé : les indicateurs macroéconomiques ont retrouvé, voire dépassé leur niveau d'avant crise, la situation monétaire des ménages a été préservée et les Français retrouvent le chemin des liens sociaux. Comme dans un mouvement de vases communicants, la population se recentre sur ce sur quoi elle peut avoir prise et peut faire le sel de la vie. Tous les pans de la vie sont ainsi jugés plus importants qu'avant la crise sanitaire : amis, famille, cadre de vie, travail sont davantage investis que par le passé.

Des relations sociales qui se resserrent

La population a retrouvé le plaisir de passer du temps avec des proches. 48 % invitent ou reçoivent des amis ou des relations au moins une fois par mois, et 76 % rencontrent régulièrement leur famille proche, soit des taux quasi équivalents à ceux mesurés en janvier 2020 (respectivement -1 point et -2 points). Mais le réseau social s'est resserré. La diversité des liens sociaux est moins forte qu'avant la crise. Le sentiment de faire partie de plusieurs communautés ou de collectifs diminue (-4 points). La participation associative est fragilisée. Quels que soient les types d'association

LA POPULATION ACCORDE PLUS D'IMPORTANCE À SES PROCHES, SES LOISIRS, SON CADRE DE VIE

Pour chacun des domaines de la vie suivants, pouvez-vous attribuer une note de 1 à 7 selon l'importance que vous lui accordez ?

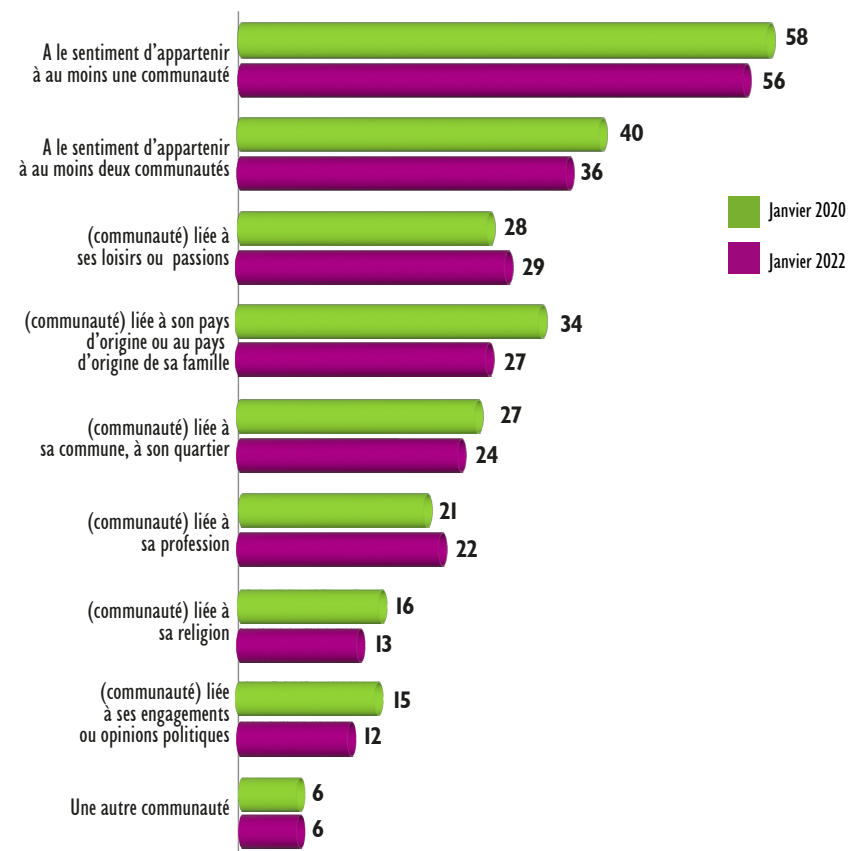


Champ : personnes considérant important (note 6 ou 7)

Source : CRÉDOC, enquêtes Conditions de vie et Aspirations, 2020-2022.

UNE DIMINUTION DU SENTIMENT D'APPARTENANCE À DIFFÉRENTS COLLECTIFS

« Vous, personnellement, avez-vous le sentiment d'appartenir à une communauté ? »



Source : CRÉDOC, enquêtes Conditions de vie et Aspirations, pour la Fondation de France, 2020-2022.

étudiés, les adhérents sont moins nombreux cette année qu'avant le début de la pandémie (association sportive,

-2 points; association culturelle ou de loisirs, -2 points; associations humanitaire, sanitaire ou sociale, -4 points;

etc.). 40 % de la population indique participer aux activités d'un groupe ou d'une association parmi les onze proposés, contre 47 % en janvier 2020.

Ces résultats convergent avec les travaux de Michel Grossetti et de Guillaume Favre qui notent, avec la pandémie, une augmentation de liens entre des personnes de même diplôme ou statut familial et une fragilisation particulière des relations des plus jeunes.

Depuis la pandémie, les Français évitent la foule et privilégient les liens de proximité. Les sorties de loisirs sont moins fréquentes. Et en avril 2022, encore 27 % de la population déclare éviter les regroupements et réunions en face à face (enquête Coviprev de Santé publique France). La plupart des lieux de brassage n'ont pas retrouvé leur niveau de fréquentation d'avant la crise. Seuls 20 % des Français déclarent fréquenter régulièrement des cinémas aujourd'hui, soit -8 points par rapport à janvier 2020.

La place du travail est confortée

La place du travail dans la vie, le sens qu'on lui confère, a plutôt été confortée par la crise sanitaire, le chômage partiel massif et le télétravail ayant favorisé pendant la crise sanitaire le maintien du lien avec l'employeur. Le salaire minimum limite l'existence des emplois à très faible rémunération en France, ce qui mécaniquement rend le travail plus attractif que, par exemple, aux États-Unis. Au final, le taux d'emploi a progressé. Des conditions qui expliquent que la France du travail n'a pas connu de « *big quit* » comme aux États-Unis où le taux d'emploi n'a pas retrouvé son niveau d'avant la crise.

Contrairement à ce qui a été beaucoup dit, la crise de la Covid n'a pas été, pour l'instant, l'occasion pour les salariés d'une prise de conscience, d'un manque de sens de « *bullshit jobs* » pour reprendre la terminologie de l'anthropologue David Graeber. L'enquête du Centre d'études de l'emploi et du travail (CEET) auprès des salariés ayant effectué une visite auprès du médecin du travail montre plutôt l'effet inverse : entre le 1^{er} octobre 2020 et le 30 avril 2021, seulement 10 %

LA FRÉQUENTATION DE DIFFÉRENTS LIEUX « NON ESSENTIELS » DE LOISIRS N'A PAS RETROUVÉ SON NIVEAU D'AVANT CRISE

Fréquentez-vous et allez-vous... ?



Source : CRÉDOC, enquêtes Conditions de vie et Aspirations, 2019-2022.

* Données 2019 pour la fréquentation de restaurant et de café, janvier 2020 pour la fréquentation de cinéma et bibliothèque.

des salariés déclarent que leur travail a perdu de son sens ; 61 % rapportent que la crise sanitaire n'a eu aucun effet sur leur rapport au travail ; enfin, 29 % déclarent avoir le sentiment que leur travail a gagné en intérêt du fait de la crise sanitaire, résumaient les auteurs de cette étude parue en juin 2021. Parmi ces salariés, les femmes employées, de moins de 30 ans, ayant relativement plus souvent des conditions d'emploi précaires dans les secteurs dits essentiels comme ceux du commerce, de l'administration, de la santé et de l'action sociale sont surreprésentées. Cela est en partie lié à une certaine valorisation et une reconnaissance symbolique de l'importance de leur activité professionnelle.

Peu de mobilité résidentielle, des envies de reconversion professionnelle

Dans les années 1970, les périodes de crise se traduisaient par une mobilité résidentielle plus importante d'individus cherchant de nouvelles opportunités d'emploi (après le choc de 1973 par exemple). Dans la période récente, la

population est plutôt restée fidèle à son logement, dont l'importance a elle aussi été redorée compte tenu des multiples services qu'il a rendus dans cette période. Cette stabilité est aussi l'effet d'une diminution des revenus et de l'incertitude quant à leur pérennité. En 2008 déjà, la crise des subprimes avait coïncidé avec un recul prononcé de la décohabitation des jeunes : 54 % des 15-29 ans vivaient chez leurs parents en 2014, contre 41 % en 2007, soit 13 points de plus (Observatoire des Territoires, ANCT).

La pandémie semble avoir eu aussi pour effet, à court terme, de freiner les mobilités professionnelles. Selon une étude de l'Unedic, 24 % des actifs en emploi estiment que la crise a été un « frein » au changement d'employeur et 21 % jugent qu'elle a été un « frein » pour entamer une démarche de reconversion professionnelle.

La pandémie a toutefois été l'occasion d'entamer une démarche de reconversion professionnelle pour 12 % des actifs selon les données du CRÉDOC. Et 5 % se sont vraiment engagés dans un changement de vie, c'est-à-dire à la fois une reconversion professionnelle et un déménagement. Il s'agit le plus souvent, de jeunes actifs, avec enfants, qui ont profité

du télétravail pour s'éloigner des centres-villes et s'installer en périphérie. Même s'ils sont loin de l'exode urbain décrit par certains, ces changements de vie ne sont pas négligeables et témoignent d'une relative confiance en l'avenir.

Retrouver la stabilité du « monde d'avant »

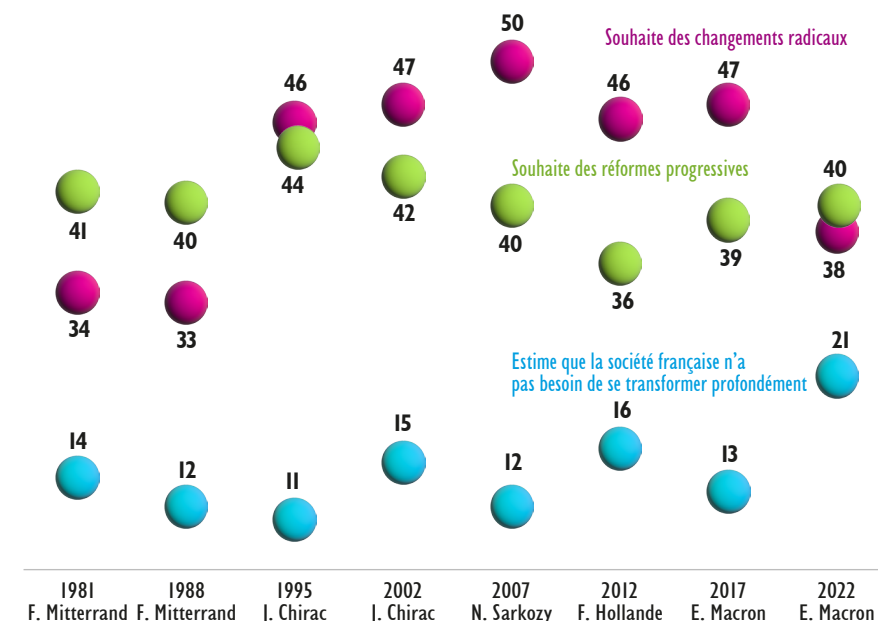
Alors que la crise peut être définie comme une « manifestation brusque et intense de certains phénomènes, marquant une rupture (...) laissant craindre ou espérer un changement profond » (CNRTL), l'enchaînement et la succession des crises ou du moins d'événements médiatisés comme tels semblent au contraire pousser les Français dans les bras de ce qui est connu et éprouvé. L'État et les institutions sortent renforcés par la période, à rebours des tendances observées dans la décennie passée (enquête CEVIPOF).

La confiance dans le gouvernement, les hommes et les femmes politiques, la police, les entreprises publiques, augmente (respectivement +9 points; +2 points; +5 points et +7 points entre janvier 2020 et janvier 2022). Dans le même temps, le sentiment d'invisibilité sociale diminue: en janvier 2022, 52 % des Français déclarent être confrontés à des difficultés que les pouvoirs publics ou les médias ne voient pas, contre 60 % en 2017.

Les Français sont moins nombreux à vouloir transformer profondément la société dans laquelle ils vivent. L'année 2022, année d'échéances électorales, constitue en ce sens, un point d'observation intéressant. Habituellement les années d'élection du chef de l'État ravivent un souhait de changement radical de société. En 2022, 40 % des Français aspirent à

PROGRESSION DE LA PART DE FRANÇAIS QUI SOUHAITENT UN STATU QUO

Estimez-vous que la société française a besoin de se transformer profondément ? Pour que la société change comme vous le souhaitez, êtes-vous pour des réformes progressives ou des changements radicaux ?



Source : CRÉDOC, enquêtes Conditions de vie et Aspirations, 1981-2022.

des réformes progressives, soit un taux supérieur au désir de changement radical (38 %). Et surtout, 21 % indiquent que la société française n'a pas à se

transformer profondément. C'est le taux le plus élevé mesuré au cours des sept élections présidentielles des quarante dernières années. ■

DE L'EFFET DES CRISES

Le mot « crise », vient du grec « *krisis* », dérivé du verbe « *krinein* » qui signifie trier, séparer, décider, juger. Durant l'Antiquité, ce mot appartenait au champ médical, désignant l'état décisif d'une maladie, son moment critique. Il revêt également un sens juridico-politique et acquiert un sens théologique au début de l'ère chrétienne. Au XVII^e siècle en France, le mot « crise » se sépare de ses premiers sens pour désigner une phase grave, un événement, une évolution des idées. Au fil des siècles, le terme sera requalifié selon ses domaines d'application (histoire, politique, économie, religion, etc.) et se caractérise par une croissante imprécision.

Le XXI^e siècle se distingue-t-il par le caractère réellement « inédit » des événements qui le traversent ? Ou l'accélération du temps technique, médiatique, social et politique décrite par le philosophe allemand Hartmund Rosa nous bloque-t-elle dans cet éternel présent chaotique, impossible à relier au passé et, symétriquement, qui empêche toute projection dans l'avenir ?

Il semble que la succession des crises, au lieu d'offrir à la société française des occasions de redessiner des chemins collectifs, fige celle-ci tant sur le plan politique, professionnel, ou résidentiel. Cela pourrait générer de profondes raisons de frustrations, empêchements et crispations sociales dans un contexte où la transition écologique appelle à des changements profonds.

Pour en savoir plus

- > *Quel impact de la crise sanitaire sur la cohésion sociale ?*, Sandra Hoibian, Marianne Bléhaut, Nicole Gruber et Lucie Brice-Mansecal, CRÉDOC avec le soutien de l'ANR, 2022.
- > *La permacrise*, Sandra Hoibian, avec la collaboration de Mathieu Château, Patricia Crouette et Nicole Gruber, Note de conjoncture sociétale, CRÉDOC, 2022 (sur souscription).
- > *Les conséquences politiques de la crise sanitaire : Le retour de l'État : Le baromètre de la confiance politique*, Luc Rouban, Rapport de recherche [online], CEVIPOF, 2021.